



RIO+20
United Nations
Conference on
Sustainable
Development



Rio+20, l'avenir que nous voulons *vraiment* !

Conférence de Presse déi gréng



François Bausch

Camille Gira

11 juin 2012

Rio+20, l'avenir que nous voulons *vraiment* !

Résumé

En vingt ans, le Luxembourg comme la planète n'ont fait que des progrès très maigres vers un développement plus durable. Les écosystèmes sont menacés localement et globalement par le réchauffement climatique et la perte de la biodiversité. La cohésion sociale souffre des inégalités croissantes d'une économie qui recherche une croissance aveugle coûte que coûte.

Alors que les débats à Rio tournent essentiellement autour du concept de l'économie verte, il y a un réel danger que vingt ans après la mise en scène du concept de développement durable, celui-ci soit dorénavant mis en équivalence avec l'idée d'une "économie verte", elle-même réduite aux activités économiques et commerciales liées aux ressources naturelles.

Certes, une économie plus verte serait un élément clef d'un développement durable, mais il faudra bien qu'elle se situe dans un nouveau modèle sociétal, celui de la transition. La transition implique un changement de nos mentalités et de notre conception du progrès, de la prospérité et des horizons temporels vers lesquels nous projetons nos visions de l'avenir.

Ce sont les valeurs sociales et environnementales qui doivent être remises au centre des prises de décisions que ce soit pour les décisions politiques que personnelles. Les inégalités sociales doivent être combattues car elles figurent parmi les raisons systémiques des crises actuelles. La transition passe par un rééquilibrage des sphères économiques: l'économie relationnelle, la "care economy" et les services publics devront être renforcés au détriment de l'économie monétaire de marché.

Cette transition offre de nombreuses opportunités de création d'emploi et de développement de savoir-faire nouveaux. Les consommateurs se transitionnent en consomm-acteurs, s'impliqueront plus activement dans les services sociaux, la production alimentaire, la production culturelle; éviteront par là une bonne partie de la pauvreté monétaire; renforceront les liens sociaux, les solidarités locales, nationales et internationales et se préoccuperont de l'équité autant que des ressources naturelles.

La transition ne réussira dès lors qu'en adoptant une sobriété heureuse. La sobriété signifie l'abandon d'une quête permanent vers un univers matériel en croissance et ose répondre affirmativement à la question des limites possibles. La sobriété essaie d'éviter l'exagération matérielle que ce soit en direction du superflu que de la pauvreté.

1. La crise est triple, la solution devra l'être aussi

Vingt ans après la première conférence des Nations Unies pour le développement et l'environnement à Rio de Janeiro en 1992, le monde a l'occasion de revenir sur les constats faits à l'époque et d'évaluer les avancées faites pour un développement durable qui accorde la priorité aux besoins essentiels des plus démunis en respectant les limitations de la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir.

1.1. Crise des ressources qui se raréfient

Le rapport Geo-5 que le programme des Nations-Unies pour l'environnement vient de sortir¹, en dit long sur les progrès faits dans le domaine de la préservation des capacités de la nature de délivrer les ressources dont nous avons besoin et d'absorber les déchets que nous produisons.

Selon le directeur de l'UNEP, Joachim Steiner "nous vivons dans une ère de l'irresponsabilité!" Il est vrai que dans un certain nombre de domaines des avancées ont été faites, mais la liste des risques est beaucoup plus longue:

- l'augmentation des températures moyennes dans certaines régions et leur impact sur le paludisme;
- la fréquence et la gravité d'événements climatiques;
- l'augmentation de la température des mers et son impact sur les ressources halieutiques;
- la perte de biodiversité;
- la reconversion de terres à des fins de production d'agro-fuels et un impact sur la dégradation des sols.

1.2. Crise du modèle de l'économie fossile et financière

Le rapport Geo-5 de l'UNEP dresse un bilan de la situation globale. En Europe le député européen allemand, notre collègue Sven Giegold, vient de sortir un rapport qui montre que le coût croissant des énergies fossiles est un des facteurs majeurs de déséquilibres budgétaires dans la Zone Euro, notamment en Espagne, Italie et en Irlande.

L'UE27 a versé entre octobre 2010 et septembre 2011 plus de 400 milliards d'EU vers les pays tiers en guise de paiement de pétrole et de gaz fossile. Pour la seule année 2009, la facture pour les énergies fossiles de l'Italie a augmenté de 50% pour un montant de 47 milliards d'Euro. Le déficit courant du pays pour la même époque s'élève à 58 milliards.²

Une grande partie de l'accroissement de la dette publique s'explique par la facture énergétique. Le modèle économique actuel n'est donc pas soutenable. Il se base sur une ressource énergétique qui s'épuise et qui épuise la capacité d'absorption de l'atmosphère. En même temps il accroît les déficits commerciaux et publics, donc nos ressources économiques. Actuellement les citoyens européens dépensent 13% de leur revenu pour se chauffer, s'illuminer et l'énergie de la cuisine. Il y a quelques années ce pourcentage s'élevait encore à 6-7%. Ce qui est vrai pour les ménages l'est également pour l'industrie et les services. Les coûts énergétiques menacent notre prospérité.

¹ <http://www.unep.org/geo/>

² http://www.sven-giegold.de/wp-content/uploads/2012/05/120418-eurokrise-ENG-final03_webversion.pdf

1.3. Crise de l'équité en perte - travail, éducation, politique, santé,..., en Europe et dans le Monde

La rareté galopante des ressources naturelles en a fait une marchandise de plus en plus précieuse. Ces marchés sont au centre de l'économie verte. A-t-elle dès lors le vent en poupe, parce qu'il sera de plus en plus rentable et bénéfique d'investir son argent dans les ressources naturelles qui s'apprécient au fur et à mesure que nous les rendons plus rares ?

Si on chérit une économie verte vue uniquement sous l'angle qu'elle promet des opportunités de croissance et de bénéfices faramineux sur base de la rareté des ressources naturelles, on n'a pas compris le défi qui se pose à nous. Si on espère trouver la voie du salut dans la commercialisation des services rendus par la nature : la capacité de captage de CO2 par les forêts, la fécondation des plantes par les abeilles, la diversité biologique pour la recherche médicale ou agronomique, les terres arables pour la production industrielle d'aliments alors on n'a pas compris que l'exclusion socio-économique de larges couches des populations du monde provoquée par ce type d'économie de marché est une des raisons essentielles de la crise que nous vivons aujourd'hui. Si jusqu'à présent cette exclusion était partielle et parfois supportable, elle sera décidément totale et insupportable si elle s'étend aux ressources naturelles, à ces ressources qui souvent sont les seules, à côté de leur travail qui sont accessibles aux populations locales.

Les inégalités croissantes dans l'accès au travail, à l'éducation, à la santé et aux ressources est un facteur majeur des tendances non durables de notre époque et cela fait partie des facteurs qui ne reçoivent pas suffisamment d'attention dans les débats actuels.

2. Pour une économie verte digne du nom

Les débats à Rio tournent essentiellement autour du concept de l'économie verte. Il y a un réel danger que vingt ans après la mise en scène du concept de développement durable, celui-ci soit dorénavant mis en équivalence avec l'idée d'une "économie verte", elle-même réduite aux activités économiques et commerciales liées aux ressources naturelles.

Certes, nous pouvons développer une économie verte, c'est-à-dire des activités économiques qui tendent à devenir durable, qui ne menacent pas les ressources naturelles d'épuisement et réduisent les inégalités sociales. Mais ceci ne va pas de soi. Et nous pensons que les éléments suivants devraient être essentiels dans la conception d'une économie verte:

2.1. Remettre l'économie financière à sa place

Le rôle joué au jourd'hui par les activités spéculatives de quelques grandes banques doit être désamorcé. Les bilans des 10 banques européennes les plus grandes sont constitués pour 30% d'activités de crédit. Pour les banques européennes qui se situent aux rangs 20 à 30 en taille de bilans cette part augmente à 68%. Sachant qu'il y a en UE27 6800 banques plus petites encore, on peut imaginer à quel point les banques *too big to fail* n'ont que peu d'utilité sociale et économique. L'échec des banques de contrôler les risques engendrés par leur modèle d'affaires est l'une des principales causes de la crise. Et pourtant la Banque centrale Européenne les chérit et les gouvernements européens ne font pas suffisamment d'effort pour leur ôter leur capacité de destruction massive.

2.2. Remettre la croissance économique à sa place

Le maintien de l'activité économique à un niveau suffisamment élevé doit évidemment rester un objectif d'une économie verte, mais une croissance aveugle aux dégâts écologiques et sociaux ne peut plus être une option. L'économie doit se libérer de sa dépendance intellectuelle et mécanique de la croissance.

La période de crise que nous vivons est typiquement celle de la destruction créatrice décrite par l'économiste Schumpeter. Dans ce sens la crise est le moment quand les anciens secteurs économiques en déclin sont maintenus artificiellement en vie au lieu d'investir en priorité dans les secteurs porteurs de l'avenir. C'est exactement ce que nous avons connu au courant des dernières années dans le secteur de la mobilité en général et dans le secteur de l'automobile en particulier.

2.3. Donner priorité à la justice sociale et à l'inclusion

L'économie verte ne pourra pas échapper à la question de la redistribution et de l'équité sociale, car une économie durable ne peut pas être conçue sans mettre en question les structures de pouvoir qui permettent aux plus puissants d'exclure les plus faibles des bénéfices économiques; ces structures de pouvoir qui permettent cette répartition très inégale des richesses que nous connaissons aujourd'hui et qui font que les riches sont en permanence sur le qui-vive face aux pauvres, montent des missions Atalanta contre le piratage et vont en Afghanistan pour défendre nos acquis sociaux !

Accorder la plus grande priorité aux besoins essentiels des plus démunis ne peut se faire que si on reconnaît l'exclusion des plus démunis à l'économie de marché, faute de moyens financiers. Les mécanismes inhérents à notre système économique font qu'ils se retrouvent plutôt à la périphérie de la centrifuge économique et dès lors de plus en plus exclus. En effet, la croissance économique des dernières décennies a renforcé l'exclusion et les inégalités au lieu de les réduire.

2.4. Donner priorité au respect des limites des ressources naturelles

L'économie verte doit notamment se situer dans le respect des limites de la nature. Ne plus passer outre les capacités d'absorption et de renouvelabilité des ressources naturelles signifie se donner des limites absolues de consommation et d'accès aux ressources.

2.5. Renforcer l'efficacité, les énergies renouvelables et les emplois durables

Une fois les limites des ressources naturelles reconnues, l'économie verte doit clairement mettre l'accent sur le renforcement de l'efficacité dans leur utilisation. Ceci passe dans le domaine industriel par les concepts de l'économie circulaire: des produits conçus en anticipant leur réutilisation avant leur recyclage intégrale ... un monde sans déchet alimenté par des énergies renouvelables.

C'est dans ce secteur que se créent actuellement les plus grand nombre d'emplois qui en plus sont durables. Entre 2007 et 2011 le secteur de l'énergie renouvelable a permis de créer plus de 160.000 emplois en Allemagne. A cela s'ajoute le grand marché de la rénovation du parc immobilier.

3. Rio+20 et l'avenir que nous voulons vraiment

3.1. 20 années de politique de développement durable au Luxembourg

Le bilan du développement durable au Luxembourg est mince. Certes, les efforts étaient importants, à commencer par la mise en place de quelques éléments de gouvernance : le Conseil Supérieur du Développement durable, l'élaboration de deux Plan national du Développement durable élaboré par le Gouvernement. Une série de campagnes de sensibilisation ont permis d'aborder le sujet auprès du grand public.

Mais en fin de compte, ces mesures sont trop peu nombreuses et trop timides. Le courage politique manque à tel point qu'actuellement plusieurs initiatives privées se sont lancées pour réfléchir ce vers quoi le Luxembourg devrait évoluer pour devenir plus durable : l'initiative de la SOLEP et celle d'UEL/McKinsey.

La politique climatique du Luxembourg est désastreuse, au lieu d'avoir engagé une transition vers les énergies renouvelables à partir des années 90, à l'exemple du Danemark, le Luxembourg continue à miser sur les énergies fossiles et se permet même de financer une partie non-négligeable des recettes fiscales sur le tourisme à la pompe. L'empreinte écologique du Luxembourg bat tous les records et même les seuls résidents vivent comme si nous avions 4 planètes à disposition.

Et toujours est-il que les questions d'équité sociale ne sont pas résolues non plus :

- la pauvreté infantine qui se situe à 19,8% alors que le risque de pauvreté général est de 13.4%³ au lieu d'une meilleure répartition du patrimoine et des revenus ;
- un chômage croissant au lieu d'une meilleure répartition du travail ;
- un accès au logement de plus en plus difficile pour les jeunes ménage au lieu d'une gestion plus équitable de la ressource « Logement » ;
- le traitement des demandeurs de protection internationale est un autre chapitre montrant notre incapacité de partager convenablement les richesses tellement abondantes dans le pays.

4. Pour un nouveau contrat sociétal

4.1. La transition culturelle vers le développement durable⁴

La transition devra être le mot d'ordre pour faire avancer notre monde voué aux crises naturelles, économiques, financières et sociales à une société prospère, riche en diversité culturelle, respectueuse des ressources naturelles et offrant à tout un chacun un potentiel de développement équitable. Cette transition sera profonde, elle devra changer en profondeur les motivations et les aspirations des politiques actuelles, des modes de production et de consommation. Le développement durable implique un changement de nos références intellectuelles, de nos mentalités et de notre conception du progrès, de la prospérité et des horizons temporels vers lesquels nous projetons nos visions de l'avenir.

Afin de réussir cette transition, nous devons mettre au point une série d'axes d'action:

³ Rapport travail et cohésion sociale, STATEC (2009)

⁴ Voir : <http://www.neweconomics.org/projects/the-great-transition>

Revaloriser ce qui construit les valeurs sociales et environnementales.

Ce sont les valeurs sociales et environnementales qui doivent être remis au centre des prises de décisions que ce soit pour les décisions politiques que personnelles. Ceci signifie évidemment que les "prix du marché" doivent refléter cette mise en valeur différemment que ce que nous connaissons aujourd'hui. Actuellement les produits et services qui comportent les coûts externalisés les plus importants se vendent aux meilleurs prix. Ceci conduit évidemment à des mauvaises décisions et de mauvaises politiques.

Redistribuer les revenus, le patrimoine, le temps

Les sociétés plus égalitaires sont des sociétés plus heureuses et plus stables. Les inégalités exagérées doivent être combattues par des systèmes fiscaux beaucoup plus progressifs, par une fiscalisation conséquente du patrimoine, par une meilleure répartition du travail rémunéré entre hommes et femmes par une réduction du temps de travail hebdomadaire et une meilleure répartition du travail non rémunéré entre femmes et hommes par une implication plus importante des hommes dans les tâches de l'économie relationnelle et l'économie des soins.

Rééquilibrer les sphères économiques

Les biens publics, les biens communs, l'accès aux ressources naturelles, le renforcement des tissus sociaux ne sont pas gérés au mieux par l'économie de marché. La transition passe donc également par un rééquilibrage des sphères économiques: l'économie relationnelle, la "care economy" et les services publics devront être renforcés au détriment de l'économie monétaire de marché. Ceci implique notamment le développement de modèles de coproduction permettant une implication active, non rémunérée des gens dans la société à côté du personnel rémunéré professionnel, en développant en même temps des modèles de réduction du temps de travail.

Relocalisation de l'économie

Le concept de la subsidiarité ne doit pas seulement s'appliquer aux niveaux des décisions politiques, mais également à l'économique. Définir les concepts d'efficacité et de productivité ne doit pas uniquement être faite par les experts des offices statistiques avec l'oeil bienveillant des acteurs économiques du privé. La compréhension de ces idées centrales à nos politiques économiques doit être redéfinie à l'égard du tissu social en général et des particularités locales en particulier. De ceci découlera une relocalisation de certaines activités économiques à un niveau plus local et une intégration européenne plus importante pour d'autres.

Cette transition offre de nombreuses opportunités de création d'emploi et de développement de savoir-faire nouveaux. Les consommateurs se transitionnent en consommateurs, s'impliqueront plus activement dans les services sociaux, la production alimentaire, la production culturelle; éviteront par là une bonne partie de la pauvreté monétaire; renforceront les liens sociaux, les solidarités locales, nationales et internationales et se préoccuperont de l'équité autant que des ressources naturelles.

Au Luxembourg, ce processus aurait pu être mis en route depuis longtemps par des Agenda 21 Locaux. Un Agenda 21 local est en quelque sorte un Plan pour le Développement durable réalisé suite à un diagnostic et un processus participatif au niveau de la collectivité territoriale. Ce diagnostic de départ est essentiel, il doit impliquer citoyens et responsables politiques, acteurs économiques et associations locaux afin de disposer d'une base de travail et de discussion commune et partagée. L'ambition d'un tel programme nécessite la mobilisation de tous mais de façon itérative, c'est-à-dire pérenne. Un Agenda 21 doit évoluer pour assurer son efficacité. Au Luxembourg une telle démarche fait défaut alors que les communes sont des acteurs clefs pour un développement durable.

4.2. La sobriété heureuse

La transition ne sera pas le résultat d'une austérité économique telle qu'elle est prônée par certains. L'austérité se mesure par la taille des déficits publics et se limite à cette dimension. On y oublie de compter le manque de démocratie réelle, de fraternité dans les rues et dans les banlieues, de libertés et de choix de vie possibles. Actuellement certains veulent dépasser l'austérité par un faramineux programme de croissance tout en sachant que nous avons trop de dettes dans notre système économique. Certes, nous pourrions et nous devons réduire ces dettes en renforçant les entrées publiques par une redistribution plus forte, une fiscalité véritablement progressive. Mais que ferons-nous des dettes écologiques ? Comment pensons-nous mener une politique de croissance comme pendant les trente glorieuses sans augmenter encore les dettes écologiques, la surconsommation des ressources et les inégalités sociales ?

La transition ne réussira dès lors qu'en adoptant une sobriété heureuse. La sobriété signifie l'abandon d'une quête permanente vers un univers matériel en croissance et ose répondre affirmativement à la question des limites possibles. La sobriété essaie d'éviter l'exagération matérielle que ce soit en direction du superflu que de la pauvreté.

4.3. Que faut-il donc atteindre à Rio?

L'accord de Rio+20 doit par conséquent des avancées substantiels au niveau de

- la protection de la biodiversité;
- la protection des écosystèmes marins et des océans;
- la réduction absolue de l'empreinte écologique des pays dépassant la biocapacité à un niveau soutenable;
- la diversification de la production alimentaire vers un éventail de variétés biologiques plus important;
- la promotion de l'agriculture écologique, en y incluant l'agriculture forestière par le renforcement des communautés locales dans l'économie alimentaire;
- la reconnaissance de l'urgence des efforts substantiels à mettre en oeuvre pour la protection du climat;
- l'établissement d'objectifs globaux en matière de réduction de la consommation d'énergie, du développement de l'énergie renouvelable et son utilisation efficiente sans avoir recours à l'énergie nucléaire et réduisant la subsidiarité de l'énergie fossile dans les pays riches;
- la protection des populations locales contre les pratiques de l'accaparement de terres agricoles et d'eau d'irrigation;
- la réforme du cadre commercial international en vue d'un meilleur respect des droits sociaux et de la protection de l'environnement;

Nous sommes d'avis qu'il est nécessaire de renforcer la gouvernance environnementale au niveau des Nations Unies Ceci est possible en transformant le programme des Nations Unies pour l'Environnement en Agence permanente.

4.4. Faire les choix nécessaires qui mènent à un développement durable au Luxembourg ?

- Que signifie « économie verte » au Luxembourg ?

Le Green New Deal n'est plus seulement l'apanage de déi gréng, les syndicats également demandent à ce que l'investissement dans les emplois durables de l'économie verte soit prioritaire. Nous devons dès lors discuter de ce que signifie l'économie verte au Luxembourg.

- Développer la vision du Luxembourg 2040

Nous devons développer une vision de ce que le Luxembourg devra être dans 30 ans et répondre à une série de questions fondamentales :

Faut-il maintenir le coût de l'énergie fossile à un niveau artificiellement bas ou entamer enfin les mesures d'une véritable réforme fiscale écologique qui combine justice sociale et prix équitables pour les ressources rares ?

Faut-il développer les centres logistiques et de zone franche ou créer des centres de formation pour énergies renouvelables et des pépinières d'entreprises qui s'investissent corps et âme dans les écotecnologies ?

Vaut-il mieux qu'un gouvernement investisse ses ressources et son énergie dans un centre commercial surdimensionné en zone verte ou redynamiser le commerce de proximité dans les centres des localités près des populations et à forte création d'emploi ?

Est-il préférable qu'un investisseur financier reprenne des parts substantielles de notre premier fournisseur d'énergie ou que le Gouvernement ensemble avec les autorités locales investisse dans un système d'approvisionnement en énergie renouvelable, conçu dans le long terme dans la Grande Région sans viser une rentabilité financière particulière ?

Faut-il continuer à développer une place financière à renommée douteuse ou se concentrer sur les secteurs économiques qui créent la prospérité au Luxembourg à partir des richesses et du savoir faire qui sont les nôtres ?

Voulons-nous miser sur une croissance économique à tout prix ou se concentrer sur le développement d'activités pour jeunes, moins jeunes et familles dans une occupation active et créatrice des loisirs apportant un bien-être qui perdure ?

Il ne suffit pas de constater dans un Plan national du Développement durable une analyse d'envergure de nombreuses tendances non durables, il faut définir et mettre en œuvre les mesures pour y remédier.

Suite à Rio et après que le CES et le CSDD auront remis leur rapport sur « *un système d'indicateurs du bien-être mesurant le progrès de la société dans une optique de long terme et dépassant les indicateurs traditionnels tels que le PIB par tête* », la Chambre des Députés devra organiser un hearing public et un débat d'orientation.

A cette occasion, la Parlement devra nécessairement faire le tour des acteurs de la société civile et des syndicats intéressés afin de préciser sa perception de ce qu'un engagement pour une économie verte et durable signifie au Luxembourg. Le débat doit donner lieu à une vision quant au développement économique envisagé pour le Luxembourg et un programme d'action de prospection économique concrète.